

unité départementale des Cotes d'Armor

Plérin, le 24/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



GARNIER Logistics

Zone artisanale des Parpareux
67 Le Haut Breuil
22600 LOUDEAC

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2022 dans l'établissement GARNIER Logistics implanté Zone artisanale des Parpareux 67 Le Haut Breuil 22600 LOUDEAC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GARNIER Logistics
- Zone artisanale des Parpareux 67 Le Haut Breuil 22600 LOUDEAC
- Code AIOT dans GUN : 0005503568
- Régime : site relevant du régime de l'Enregistrement
- Statut Seveso : Non

Le site, qui a été classé SEVESO seuil bas jusqu'en 2020, est aujourd'hui un entrepôt logistique qui relève du régime de l'Enregistrement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : suites données à la précédente inspection datée du 01/06/2021

- Conformité à l'arrêté "Enregistrement" du 11/04/2017 pour la rubrique n° 1510 (Entrepôt),
- Détection incendie,
- Moyens d'extinction (extincteurs, points d'eau),
- Exercices Incendie,
- Rétentions,
- Rejets d'eau pluviale au milieu.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Exercice Incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – art. 13
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – art. 13
Rétentions	Arrêté Préfectoral du 24/11/1999, Art. 11-2-3
Rejets au milieu	Arrêté Préfectoral du 24/11/1999, Art. 11-12-1

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Conformité à l'arrêté Enregistrement rubrique n° 1510 du 11/04/2017	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II
Fonctionnement de la détection incendie/ Alarme	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – art.12
Moyens d'extinction	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – art. 13

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les moyens de lutte contre l'incendie devront être complétés par l'implantation d'un point d'eau supplémentaire situé au nord du bâtiment de stockage.

Par ailleurs, un exercice "Incendie" doit être réalisé au cours du 1er semestre 2022 pour tester les procédures et moyens mis en oeuvre en cas de départ de feu.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Conformité à l'arrêté Enregistrement rubrique n° 1510 du 11/04/2017

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II
Prescription contrôlée : Bilan de conformité à l'arrêté ministériel
Constats : Les dispositions de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 pour les entrepôts soumis à Enregistrement (dispositions s'appliquant aux installations existantes) s'appliquent sous réserve de l'arrêté préfectoral du 24/11/1999 (qui continue également de s'appliquer au site). Lors de la visite réalisée le 01/06/2021 l'inspection avait relevé le constat suivant : Constat 2021-1 : « Un bilan de la conformité des installations existantes au regard des prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (sous le régime de l'Enregistrement), sera réalisé et transmis à l'inspection sous 3 mois. » Ce bilan a bien été transmis à l'inspection par courrier daté du 27/09/2021. Il met en évidence deux non-conformités également déjà identifiées lors de l'inspection relevée en 2021 (art. 13 et 14 de l'arrêté ministériel - voir les fiches de constats correspondantes dans la suite du rapport). L'inspection n'a pas procédé lors de la présente visite à un examen exhaustif de l'ensemble des éléments transmis dans le bilan en question.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Fonctionnement de la détection incendie/ Alarme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – art.12
Prescription contrôlée : « La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site »
Constats : L'ensemble de la détection automatique a été changée au cours du mois de mai 2021. Une nouvelle centrale de détection y a été associée. Le personnel a été formé à son fonctionnement dans le même temps. En l'absence de ligne téléphonique dédiée sur le site, le report d'alarme vers les téléphones portables du personnel et du gardien n'était pas opérationnel lors de l'inspection réalisée en 2021. L'inspection avait ainsi relevé le constat suivant : Constat 2021-2 : « La société GARNIER LOGISTICS transmettra à l'inspection tout justificatif attestant que le report d'alarme sur les téléphones portables du personnel et du gardien est opérationnel, notamment en dehors des heures ouvrées. » Dans sa réponse datée du 27/09/2021, la société GARNIER LOGISTICS indiquait que la ligne téléphonique avait été mis en service et que le report d'alarme sur trois téléphone portable était désormais opérationnel. L'inspection a procédé le jour de la visite au déclenchement de l'alarme et a pu constater : - la fermeture des portes coupe-feu au sein de l'entrepôt, - le report d'alarme effectif sur le téléphone portable de deux responsables présents sur le site : M. Lemerrier (responsable logistique) et M. Le Teno (Responsable HSE).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Moyens d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – art. 13
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
Constats : Les moyens d'extinction disponibles dans la cellule 6 abritant les liquides inflammables étaient inadaptés lors de la visite réalisée en 2021 (nécessité d'adapter l'agent d'extinction : mousse/poudre et non pas eau alors qu'un RIA est présent dans la cellule en question). L'inspection avait ainsi fait la demande suivante suite à sa visite précédente : Constat 2021-3 : « L'inspection demande à ce que tout justificatif de l'implantation d'extincteurs adaptés au sein de la cellule 6 lui soit fourni, une fois ces derniers reçus et installés (photos par ex.). Le RIA présent dans la cellule 6 pourra utilement être consigné pour éviter son utilisation intempestive en cas d'incendie. » La visite du site en 2022 a permis de confirmer que des extincteurs (type AB) adaptés au risque étaient bien présents au sein de la cellule 6 et que le RIA avait été consigné.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Exercice Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – art. 13
Prescription contrôlée : « Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à Enregistrement, l'exploitant réalise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans. »
Constats : Lors de l'inspection réalisée en juin 2021, l'inspection avait relevé que, depuis la reprise de l'exploitation de l'entrepôt au cours de l'été 2019 par la société GARNIER LOGISTICS, il n'avait pas été réalisé d'exercice de défense contre l'incendie. L'inspection avait ainsi demandé : Constat 2021-4 : « L'inspection demande à la société GARNIER LOGISTICS de réaliser un exercice de défense contre l'incendie avant la fin d'année 2021 et de lui en transmettre le compte-rendu » Dans sa réponse datée du 27/09/2021, l'exploitant avait annoncé la réalisation d'un tel exercice avant la fin d'année 2021 mais seul un exercice d'évacuation du personnel a été réalisé le 14 décembre 2021. Demande de l'inspection : un exercice incendie tel que prescrit à l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 devra être réalisé au cours du premier semestre 2022 au plus tard. Le compte-rendu correspondant établi suite à sa réalisation devra être transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – art. 13
Prescription contrôlée : « L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. »
Constats : Suite à l'inspection réalisée en juin 2021, l'inspection avait ainsi demandé : Constat 2021-5 : « L'inspection demande à la société GARNIER LOGISTICS d'évaluer la distance entre chaque accès extérieur des cellules de stockage et la réserve incendie du site. Si la distance en question est supérieure à 100 m (notamment au nord du site), un nouveau point d'eau devra être créé. » Au sud du site, les accès respectent la distance de 100 m aux points d'eau : en revanche tous les accès au nord ne sont pas couverts par un point d'eau à moins de 100 m comme attendu. Dans sa réponse datée du 27/09/2021, la société GARNIER LOGISTICS indique que des travaux sont envisagés pour un agrandissement de l'entrepôt : l'implantation d'un nouveau point d'eau doit s'étudier dans le cadre de l'agrandissement envisagé. Demande de l'inspection : La société GARNIER LOGISTICS doit évaluer si l'agrandissement de l'entrepôt envisagé est susceptible de modifier les besoins en eau d'extinction du site. Cependant, compte-tenu des informations fournies à ce jour à l'inspection, l'agrandissement en question, qui doit être réalisé à l'Est de l'entrepôt actuel, ne remet cependant pas en question la nécessité d'implanter un point d'eau (de type bache incendie 120 m3) couvrant la partie nord de l'entrepôt. Ce point d'eau doit donc être créé sans attendre. Ce point est susceptible de conduire à une mise en demeure en l'absence de réponse satisfaisante de la part de l'exploitant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/1999, article Art. 11-2-3

Prescription contrôlée :

« Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols (hydrocarbures, produits agro-pharmaceutiques) doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,

dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 800 l ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

Dans les cellules de produits dangereux, le volume maximal de produits liquides stockés sera limité au double du volume de la rétention de chaque cellule. »

Constats : Les seuls liquides identifiés sur le site sont les liquides inflammables stockés dans la cellule 6 (éthanol et isopropanol). La cellule elle-même fait rétention. L'exploitant indiquait en 2021 que la cellule 6 disposait d'une capacité de rétention de 29 m³ environ. La quantité maximale de liquides inflammables étant plafonnée à 50 t, qui correspond au seuil de la déclaration, (soit environ 63,3 m³ pour une densité de l'éthanol = 0,79) et la rétention devant faire au moins la moitié du volume stocké, le volume de la rétention a été considéré par l'inspection comme trop limité. Le volume stocké devra donc être limité à 46 m³ pour ce qui est du stockage de liquides inflammables. Le jour de la visite réalisée en 2022, la quantité stockée était d'environ 22 t (donc la rétention était suffisante en l'état).

L'inspection avait formulé le constat suivant en 2021 :

Constat n° 2021-6 : "Compte-tenu de la capacité de rétention de la cellule 6 stockant les liquides inflammables, l'exploitant devra limiter la quantité de ces produits à 46 m3 par tout moyen jugé pertinent dans cette cellule (alerte sur l'état des stocks par ex.) ou les répartir sur plusieurs cellules à condition que les moyens d'extinction y soient adaptés et que la compatibilité avec les autres produits stockés soit établie. L'inspection demande à la société GARNIER LOGISTICS de lui préciser les modalités choisies pour répondre à cette exigence."

Dans son courrier en réponse daté du 27/09/2021, l'exploitant indique qu'un état des stocks est réalisé quotidiennement pour s'assurer que la quantité de 46 m3 est bien respectée en permanence.

Demande de l'inspection :

Lors de la visite d'inspection cependant, il est apparu que les modalités de réalisation de cet état des stocks devaient être précisées pour être pleinement opérationnelles.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Rejets au milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/1999, article Art. 11-12-1

Prescription contrôlée :

« L'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires, notamment par aménagement des sols, collecteurs, des bassins tampons de collecte et de refoulement, des canalisations, des pompes de reprises etc. pour qu'il ne puisse y avoir, même accidentellement, déversement direct ou indirect de matières toxiques ou polluantes dans le milieu naturel ou dans le réseau d'assainissement public »

Constats : Le site dispose actuellement de deux bassins : un bassin d'orage / de confinement (bassin n° 1 – 2500 m3) et un second servant de réserve pour l'extinction (bassin n° 2 – 1000 m3). Ce dernier donne par surverse sur le bassin de gestion des eaux pluviales.

Le rejet au milieu s'effectue en sortie du bassin n° 1 qui est équipée d'une vanne de confinement manuelle en sortie. L'exploitant a fourni à l'inspection un plan des réseaux indiquant notamment le tracé du réseau de collecte des eaux pluviales sur le site.

Toutes les eaux pluviales collectées sont acheminées vers le bassin n° 1 par gravité. Les eaux sont traitées via un séparateur d'hydrocarbures qui se trouve en sortie du bassin en question.

Les volumes des bassins ont été confirmés par les plans transmis : 1000 m³ pour la réserve incendie et 2500 m³ pour le bassin de gestion des eaux pluviales (bassin d'orage + confinement).

Contrairement à ce qui est indiqué sur les plans transmis, la réserve incendie semble alimentée par des eaux pluviales (présence d'une buse d'alimentation visible mais la provenance de cette eau n'a pu être établie).

L'exploitant a confirmé le jour de la visite qu'il n'avait jamais été réalisé d'appoint d'eau en provenance du réseau public pour alimenter la réserve en question.

Le point de rejet au milieu n'était par ailleurs pas accessible le jour de la visite en 2021.

Suite à l'inspection réalisée en 2021, l'inspection avait donc demandé à l'exploitant :

Constat 2021-7 : « L'inspection demande à la société GARNIER LOGISTICS :

- d'établir clairement les modalités d'alimentation de la réserve incendie (plans des réseaux à revoir) ;
- de procéder à l'entretien du(des) séparateur(s) à hydrocarbures du site : les bordereaux de suivi de déchets relatifs à l'évacuation des boues seront transmis à l'inspection à l'appui de la réponse fournie ;
- d'identifier clairement le point de rejet au milieu et de le rendre facilement accessible pour pouvoir procéder à un prélèvement en cas de besoin. »

Lors de l'inspection réalisée en 2022, l'inspection a pu constater que le point de rejet avait été rendu accessible. Le bordereau de suivi de déchet relatif à l'évacuation des boues du séparateur à hydrocarbures a également été transmis à l'inspection.

Demande de l'inspection :

Une mise à jour du plan des réseaux doit être réalisé et ce dernier transmis à l'inspection.

Les modalités de l'entretien périodique du séparateur doivent par ailleurs être définies et mises en œuvre au sein de l'établissement.

Type de suites proposées : Susceptible de suites